



Contre une hausse des frais de scolarité au Québec

Par [Isabelle Guay](#)

Mondialisation.ca, 20 avril 2012

20 avril 2012

Région : [Le Canada](#)

Analyses: [Le «Printemps érable»](#), [LE](#)

[QUÉBEC](#)

RÉSUMÉ des 7 points que nous voulons démontrer dans le texte suivant.

1 - L'une des principales différences entre les sociétés tolérantes et les sociétés intolérantes est la présence de l'HABITUDE de la critique dans toutes les couches de la société. Plus l'éducation est répandue dans une société, plus chacun a l'habitude de se faire critiquer. Sans l'existence de cette habitude dans chaque milieu social, les germes de l'intolérance tendent à se développer.

2 - L'éducation est l'institution la plus importante d'une société démocratique.

3 - Deux conditions devraient être remplies pour qu'une hausse des frais de scolarité puisse être dite « nécessaire ». D'abord, il faudrait que les universités manquent réellement d'argent. Ensuite, il faudrait qu'aucun autre mode de financement ne soit préférable. Aucune de ces conditions n'est remplie.

4 - Les universités québécoises actuelles ne sont pas sous-financées. Elles ne manquent pas d'argent. Comme elles ne manquent pas d'argent, aucune hausse des frais de scolarité ne saurait être « nécessaire ».

5 - En France, les frais d'inscription sont de 174 euros (env. 250\$) PAR ANNÉE (au Québec, une année universitaire coûte actuellement 2168\$, et coûterait 3800\$ avec la hausse prévue). En Allemagne, l'université est gratuite. Au Mexique, l'université est gratuite. En Finlande, en Norvège, en Irlande, en Islande, en Pologne, l'université est gratuite.

6 - Il faut noter que dans tous ces pays, le gouvernement (ou le contribuable) paie moins cher pour les universités que nous ne le faisons ici. Vous voyez la contradiction? Tout en payant moins cher que nous ne le faisons, ces Etats offrent une université gratuite! Manifestement, nos universités gèrent mal leur argent. - Vous saviez que même le Parti Libéral de l'Alberta défend la gratuité scolaire, et qu'il la promet aux Albertains s'il est élu aux prochaines élections?

7 - Plusieurs sources de financement n'ont aucun des nombreux effets nuisibles d'une hausse des frais de scolarité.

DEVELOPPEMENT

Points 1 et 2 :

Les Québécois se disent ouverts, tolérants. Rien n'est parfait, bien sûr, mais nous sommes fiers de ces caractéristiques qui nous définissent. Nous sommes moins racistes que nos

ancêtres, nous acceptons davantage l'homosexualité, les femmes sont de plus en plus considérées à l'égal des hommes, les patrons ne traitent plus leurs employés selon leur bon plaisir, nous ne pensons plus que les athées sont inspirés par le diable, nous ne voyons plus « le malin » dans ce qui nous fait peur, nous ne brûlons plus les hérétiques.

Est-ce que ce n'est pas à l'éducation que nous devons tout cela? Une société éduquée n'a-t-elle pas moins de chances de tomber dans ces excès dangereux? Cependant est-ce quelque chose d'« acquis » pour toujours? Qui croit réellement que notre « nature », notre biologie, nos « gènes » se sont transformés?

A notre avis les germes de l'intolérance (voire du fanatisme) sont présents en chacun de nous, et dans certaines conditions ils peuvent se développer très rapidement.

Chacun ne peut-il pas les repérer en lui-même? N'avez-vous pas déjà été fâché (très fâché) qu'on vous contredise? Ne vous est-il pas déjà arrivé d'en vouloir fortement à celui qui vous montrait que vous aviez tort? Ne l'avez-vous pas même détesté, peut-être? Ne vous êtes-vous pas déjà mis en colère parce que quelqu'un ne voulait pas faire « comme vous » ou « comme tout le monde »? Tant que ces sentiments sont maîtrisés, ils restent peu violents. Mais on n'acquiert la capacité de les maîtriser que par l'habitude de la discussion critique. Pour que la discussion soit réellement possible, il faut que de multiples opinions différentes puissent coexister ET entrer en discussion critique. Plus les gens d'une société acceptent de se faire critiquer, moins l'intolérance et le fanatisme ont de chances de se développer.

Et l'éducation critique, est-ce qu'elle ne se fait pas essentiellement par l'intermédiaire de disciplines comme l'histoire, la politique, l'anthropologie, la sociologie, la philosophie? Les idées que nous entendons, que nous lisons, qui interviennent dans les films, les débats ou les reportages à la télévision, est-ce qu'elles ne sont pas influencées, d'une façon ou d'une autre, par l'étude de ces disciplines?

Une hausse des frais de scolarité détournerait les jeunes des études en sciences humaines. Plus les universités sont chères, moins les jeunes étudient dans des disciplines qui, considérées à tort comme inutiles, ne « rapportent » généralement pas beaucoup. Plus les universités sont chères, plus les étudiants de sciences humaines sont des enfants de familles riches.

Les effets nuisibles d'une telle situation n'apparaîtraient pas «le lendemain» d'une hausse des frais de scolarité, bien sûr. Mais les sociétés sont toujours en mouvement, elles bougent, elles se transforment. Quand l'étude des sciences humaines est le privilège d'une minorité de gens, la qualité des revues, des reportages, des débats, des discussions diminue progressivement (et donc l'habitude de la critique dans la population en général). Les riches commencent à avoir accès à des connaissances que les autres n'ont pas. La société tend à se diviser en groupes qui se referment sur eux-mêmes. La minorité tend à devenir arrogante, à penser qu'elle a toujours raison, et donc à ne plus accepter la critique. Conséquence : chacun a moins l'habitude de la critique, et donc les riches comme les pauvres tendent à devenir intolérants (voire fanatiques). Un regard sur l'histoire humaine suffit à confirmer ce fait.

L'étude des sciences humaines ne doit donc jamais être le privilège d'une minorité. Les idées doivent circuler, être mises en discussion, ne pas rester enfermées dans des livres, contribuer à faire naître de nouvelles idées, habituer chacun à la critique.

Or qui étudierait en sciences humaines, en philosophie, en arts, avec des frais de scolarité de 4000\$ par année (frais afférents compris), s'il n'a pas la chance d'avoir des parents riches? Il est facile de deviner que beaucoup de jeunes décideraient de faire d'autres études.

Autres points

Nous disions que deux conditions pourraient rendre « nécessaire » une hausse des frais de scolarité. Déjà, il faudrait que les universités manquent réellement d'argent. Or si tout le monde a longtemps cru que nos universités étaient sous-financées, on sait maintenant que ce n'est pas le cas.

Preuve. Les universités sont financées principalement par les gouvernements. Or seuls deux gouvernements, parmi les pays de l'OCDE, donnent plus d'argent à leurs universités que le Québec. (Voir les chiffres du Ministère de l'Éducation lui-même ici : La dépense globale des universités par rapport au PIB, <http://tinyurl.com/7q8dl7w>, données mises en évidence par l'Iris.)

S'il n'y a que 2 pays, sur les 34 pays de l'OCDE, à financer davantage leurs universités que nous (les États-Unis et la Corée-du-Sud), la conclusion est claire : nos universités ont déjà assez d'argent. Rien ne justifie donc une hausse des frais de scolarité du point de vue économique.

Pourquoi alors le gouvernement Charest tient-il tant à augmenter les frais de scolarité? Pourquoi, en effet, préférer le modèle anglo-saxon (universités chères) au modèle européen (universités gratuites ou presque)? Chacun peut spéculer – reste la conclusion, qui est claire : nos universités n'ont pas besoin d'argent.

Comment alors prôner une hausse des frais de scolarité, au lieu de demander aux universités de nous éclairer sur la manière dont elles dépensent l'argent qu'elles reçoivent?

Depuis quelques années, les universités multiplient les « partenariats » avec des entreprises. Les entreprises apportent une contribution financière, mais, bien entendu, elles ne le font pas gratuitement. En plus de leur fournir des chercheurs peu payés, l'université leur fournit du matériel (machines, etc.) qui, en plus d'être très coûteux, ne correspond pas nécessairement au matériel qu'une université aurait acheté en fonction des besoins de la recherche fondamentale et non de la recherche influencée (ou dictée) par l'entreprise. C'est aussi cela que le contribuable finance.

Les universités sont financées en fonction du nombre d'étudiants. Ce mode de financement les pousse donc à se faire concurrence. Depuis quelques années, les différentes universités ouvrent des pavillons dans d'autres villes que la leur, justement, on le devine, pour avoir davantage de « clientèle ». Ces pavillons, il faut les acheter ou les construire, et c'est donc le contribuable qui paie pour les nouveaux bâtiments que les universités se font construire pour avoir davantage de financement... La plupart des universités européennes ne sont pas financées en fonction du nombre d'étudiants. L'état évalue leurs besoins et les finance en conséquence (depuis quelques années, malheureusement, on les pousse à se mouler sur le modèle américain, mais il reste possible de s'informer sur le modèle traditionnel).

Nous citons donc la France, où l'université ne coûte presque rien, et l'Allemagne, le Mexique, la Finlande, la Norvège, l'Irlande, l'Islande ou la Pologne, qui paient moins cher

que nous, pour leurs universités, mais où l'université est pourtant gratuite.

Comment ces pays financent-ils leurs universités? Nous gagnerions à nous informer à ce sujet! Ceux qui s'opposent à la hausse des frais de scolarité proposent d'ailleurs plusieurs suggestions alternatives de financement (pour montrer que vraiment rien ne justifie cette hausse). Il y a beaucoup plus de lucidité dans le mouvement contre la hausse des frais de scolarité que chez les journalistes qui soutiennent toujours le caractère « nécessaire » d'une hausse des frais de scolarité alors qu'ils devraient avoir eu le temps de prendre connaissance des faits et des arguments qui permettent de réfuter cette idée trop simple.

Notons seulement la proposition de la CLASSE. Dans les années 80, le Québec avait 16 paliers d'imposition, alors que nous n'en avons plus que 3. Des gens qui ont des salaires bien différents paient donc un même pourcentage d'impôts. Il suffirait de réintégrer un nombre plus élevé de paliers d'impôts, 10 par exemple, pour engendrer un revenu supplémentaire de 1.2 milliard de dollars (alors qu'une hausse des frais de scolarité ne rapporterait que 200 ou 300 millions de dollars). Pour 87% de la population, une telle subdivision des paliers d'imposition actuels représenterait une diminution d'impôts, tandis que pour les 13% les plus riches cela représenterait une petite hausse de 2.3%.

(Selon le Parti Libéral de l'Alberta, le principal obstacle à la fréquentation de l'université par les Albertains est le coût des études universitaires. C'est pour cette raison qu'il promet la gratuité scolaire s'il est élu aux prochaines élections (voir <http://tinyurl.com/7m2w4up> ou <http://tinyurl.com/6p3463b>)).

Isabelle Guay

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Isabelle Guay](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [Isabelle Guay](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca